



# L'EFFICACITÉ EN POINT DE MIRE

## REFLETS SUR DES PROGRAMMES DE LA DDC



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC



# Sommaire

L'efficacité par l'exemple	3
Quelle efficacité?	5
Des exemples qui font foi	8
Une responsabilité mutuelle pour un avenir meilleur	18



# L'efficacité par l'exemple

La coopération au développement se doit d'évaluer sa propre efficacité de manière critique et systématique. Ces dernières années, l'attente de résultats concrets est d'ailleurs devenue de plus en plus vive. C'est donc dans cette optique que la DDC et le SECO ont publié en 2008 le premier rapport sur l'efficacité de la coopération suisse au développement dans le secteur de l'eau. Un deuxième rapport sur l'efficacité portant sur l'agriculture et la sécurité alimentaire sera publié en 2010.

Loin de se focaliser sur un thème précis, le compte rendu ci-après fournit des informations sur les résultats en matière de développement obtenus, avec l'appui de la DDC, dans différents pays prioritaires et divers domaines de coopération.

Les programmes et les projets de la DDC ont-ils un effet durable ? Cette question a joué un rôle déterminant dans le choix des programmes présentés. Pour obtenir une preuve évidente de l'efficacité des programmes, il convient au préalable de résoudre certaines difficultés de méthode : il faut, d'une part, définir des indicateurs permettant de mesurer l'efficacité et, d'autre part, considérer les

effets et facteurs qui peuvent être attribués au programme. Les processus de développement sont complexes.

Il existe des preuves convaincantes de l'efficacité de la coopération au développement. C'est précisément ce que le présent compte rendu met en évidence. Les résultats en matière de développement sont étudiés à la lumière des huit Objectifs du millénaire pour le développement que la communauté internationale a fixés en 2000. Ces objectifs déterminent l'orientation de la coopération suisse au développement. Le compte rendu présente une sélection des résultats obtenus en matière de développement ainsi que d'importants éléments méthodologiques.

Nous vous en souhaitons une bonne et fructueuse lecture.

Direction du Développement et  
de la Coopération (DDC)

Août 2009



**L'intensification du dialogue entre donateurs et partenaires est primordiale pour éradiquer la pauvreté.**

# Quelle efficacité?

En observant le cadre général, on peut s'arrêter à ce constat sans appel : actuellement, la terre compte 1,2 milliard de personnes vivant avec moins d'un euro par jour, principalement en Asie et en Afrique. Toutefois, si la coopération au développement et l'aide humanitaire ne sont pas venues à bout de la pauvreté, elles n'ont pas été inefficaces pour autant : selon les Nations unies, par rapport à 1990, près de 1,6 milliard de personnes supplémentaires ont aujourd'hui accès à l'eau potable. De même, le nombre de décès liés au sida recule et les nouvelles infections marquent elles aussi le pas. Quant aux chiffres de la scolarisation, ils sont à la hausse, tout comme l'indice de parité des sexes dans l'éducation primaire.

Depuis la fin des années 1990, face aux critiques grandissantes quant aux limites de l'aide au développement, soupçonnée d'échec malgré les milliards investis par les pays occidentaux, une prise de conscience a secoué pays donateurs et pays bénéficiaires. Les uns comme les autres ont alors établi des objectifs de développement cohérents, ainsi que des stratégies de gestion de programmes basées sur les résultats. En d'autres termes : oui à l'efficacité, mais pas sans pertinence !

Car en matière de coopération au développement et d'aide humanitaire, de même que dans d'autres domaines, on peut être efficace et pertinent ou être efficace sans être pertinent. La distinction n'est pas nouvelle, mais lorsque le mieux-être de millions de personnes est en jeu, elle revêt une importance toute particulière.

## La DDC et les Objectifs du millénaire

Adoptés en 2000 sous l'égide de l'ONU, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont posé les premiers jalons d'une approche globale des grands enjeux mondiaux liés au développement. D'autres traités sont apparus dans la foulée, certes moins connus du grand public mais tout aussi essentiels dans la marche concertée des donateurs et des bénéficiaires vers un monde plus juste : la Déclaration de Paris en 2005 et le Programme d'action d'Accra en 2008 (voir encadré page 6).

En tant qu'acteur engagé de la coopération internationale, la DDC a orienté ses activités de développement vers les OMD et a validé les méthodes et les instruments élaborés à Paris et à Accra. Elle s'est également efforcée d'adapter ses programmes de coopération bilatérale ou multilatérale en conséquence.

L'examen minutieux de la chaîne des résultats induits par ses activités est devenu une priorité opérationnelle avec un double objectif : optimiser les effets positifs sur le développement des pays et des groupes concernés ainsi que rendre compte aux politiciens, à la population, aux États et groupes concernés d'un usage optimal des moyens investis.<sup>1</sup>

### La DDC en bref

Au sein du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), la Direction du développement et de la coopération (DDC) est l'organe en charge de la coopération internationale et de l'aide humanitaire. Quelque 600 collaborateurs et collaboratrices travaillent pour la DDC en Suisse et à l'étranger, sans compter un millier d'employés locaux. En 2008, le budget de la DDC était de 1,4 milliard de francs.

<sup>1</sup> En mai 2008, la DDC et le SECO ont publié le premier rapport sur l'efficacité de leurs interventions dans le secteur de l'eau : *Rapport sur l'efficacité de la coopération Suisse au développement dans le secteur de l'eau*, DDC & SECO, 2008.

### Des accords pour agir

Les Objectifs du millénaire, de même que les traités de Paris et d'Accra, sont des outils internationaux tournés vers l'action. Ils ont aussi pour but de réformer la façon dont l'aide est octroyée et la manière de mesurer ses résultats.

### Qualité vs quantité

La qualité des programmes est plus importante que la quantité.

## Les Objectifs du millénaire

En septembre 2000, lors d'une assemblée générale baptisée Sommet du millénaire, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le sommet avait été annoncé deux ans auparavant et une importante campagne de publicité avait permis de lui garantir un large appui international. Ambitieux, les huit OMD ont pour but de : 1) Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; 2) Assurer l'éducation primaire pour tous ; 3) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; 4) Réduire la mortalité infantile ; 5) Améliorer la santé maternelle ; 6) Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; 7) Assurer un environnement durable ; 8) Mettre en place un partenariat mondial pour le développement. L'ONU s'est donné 15 ans pour atteindre ces objectifs.

## Paris et Accra, pierres angulaires du débat sur l'efficacité

Depuis la fin des années 1990, le débat sur l'efficacité de l'aide au développement fait l'objet d'intenses discussions, tant au niveau national qu'international. Pour les pays et les agences concernés, un des enjeux principaux est d'apporter des preuves de son efficacité, afin de démontrer que l'argent du contribuable sert réellement à réduire la pauvreté – et ceci de manière durable.

L'adoption par 150 pays et organisations internationales de la Déclaration de Paris en 2005 et les engagements du Programme d'action d'Accra approuvés en septembre 2008 ont souligné la volonté de la communauté internationale de réformer la façon dont l'aide est octroyée et utilisée. La question n'est plus désormais de mesurer la validité d'un projet à ses seules performances – par exemple le nombre de puits creusés dans un village –, mais aussi de mesurer la chaîne d'effets et de conséquences engendrée en termes de développement : accès facilité à l'eau potable, meilleure hygiène générale, influence positive sur la santé publique, etc.

A l'instar des autres pays, la Suisse ne se concentre donc pas uniquement sur le rendement de ses projets individuels, mais s'interroge sur leur contribution au développement au sens large – et ce en coordination avec les autorités concernées et les autres acteurs du développement.

## Méthode, outils et terminologie

Dans un monde de défis globalisés – pauvreté, insécurité, changements climatiques, commerce sans frontières, etc. –, la coopération suisse n'est qu'un des nombreux acteurs pouvant influencer le développement d'un pays ou d'une région. Cela rend plus délicate, mais pas impossible, l'analyse de l'efficacité de ses programmes. A cet effet, des instruments d'études d'impact, qui aident à structurer l'action, ont été développés (voir le schéma qui présente la chaîne des résultats ci-dessous).

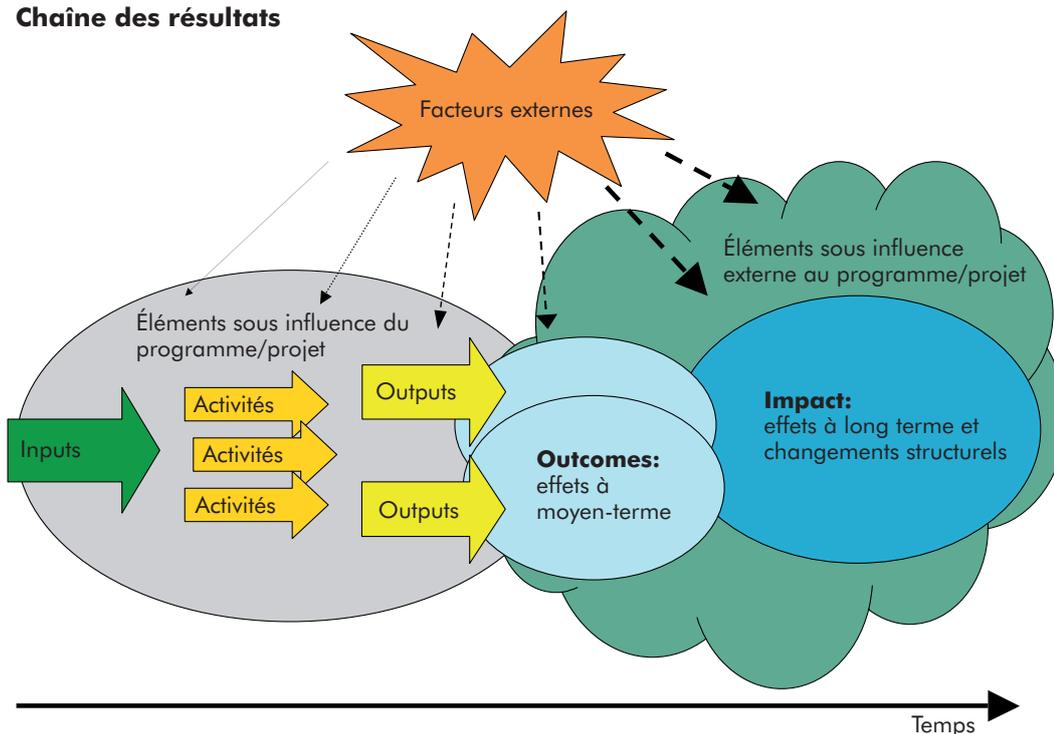
Les indicateurs de résultats communément admis désormais au niveau international s'articulent de causes à effets : **inputs** > **activités** > **outputs** > **outcomes** > **impact** ; avec un retour sur de possibles nouveaux inputs et des activités réajustées, le cas échéant, en tenant compte des enseignements liés aux résultats, et ce jusqu'à l'accomplissement de l'impact recherché.

Les inputs sont les ressources financières, humaines ou matérielles utilisées, alors que les outputs sont les biens, équipements ou services qui résultent de l'intervention. L'analyse des outcomes et de l'impact mesure les effets induits par une intervention de développement, à moyen ou long terme, positifs ou négatifs, intentionnels ou non, directs ou indirects. Ajoutons que les outcomes et l'impact ne dépendent pas uniquement de l'activité réalisée mais sont influencés plus ou moins fortement par des facteurs externes, liés notamment au contexte. Pour un programme donné, il est souvent difficile de démontrer les relations directes qu'il y a entre causes et effets (les sociétés sont complexes et les acteurs sont multiples). On parle alors de problèmes d'attribution des résultats.

## Gouvernance locale

La situation politique des pays en voie de développement influence énormément les résultats de développement et notamment leur durabilité. Pour cette raison, la DDC s'engage aussi dans des programmes de décentralisation, de bonne gouvernance, de prévention des conflits et de lutte contre la corruption.

## Chaîne des résultats



# Des exemples qui font foi



## 1<sup>er</sup> objectif du millénaire : réduire l'extrême pauvreté et la faim

**Sans prétendre à l'exhaustivité, les exemples qui suivent illustrent une variété de résultats dans plusieurs domaines d'activités prioritaires de la DDC. Ils sont présentés en lien avec les Objectifs du millénaire.**

### Hausse des revenus

Une évaluation de la contribution suisse en matière de biodiversité dans les Andes a démontré des effets au niveau de l'amélioration des revenus : jusqu'à 900% en plus dans des cas de production de miel et 300% en plus dans des cas de production de patate.

*Evaluation of SDC's Contributions towards Biodiversity : Impact in the Andean Region, SDC, 2009.*

### Impact sur la productivité agricole : le chou en Corée du Nord

En Corée du Nord, la culture du chou joue un rôle très important dans le régime alimentaire traditionnel et l'économie locale. Chaque citoyen en consomme 120 à 150 kg par année, soit presque un demi kilo par personne et par jour. Depuis 2002, la DDC soutient la mise en œuvre de la lutte intégrée contre les insectes ravageurs au travers de l'Institut de protection des plantes (PPI) de l'Académie des sciences agricoles de Pyongyang. La lutte intégrée associe des mesures biologiques, culturelles et chimiques. Le but est d'atteindre une production durable qui met l'accent sur des mécanismes de lutte écologique plutôt que sur l'usage de pesticides chimiques. L'introduction de la lutte intégrée a permis d'augmenter le rendement annuel de la production de ce légume de près de 40% (225'000 tonnes), ce qui correspond à la consommation de 1,7 million de personnes, contribuant à la sécurité alimentaire en Corée du Nord. Il s'agit là d'une contribution majeure au premier des OMD visant à diminuer la famine de moitié d'ici 2015.<sup>2</sup>

### Impact sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire : les silos en Amérique centrale

Que ce soit au Honduras, au Guatemala, au Nicaragua ou au Salvador, des centaines de milliers de silos métalliques améliorent la qualité de vie des paysans. Issus du programme Postcosecha (« après récolte ») de la DDC, lancé au début des années 1980, ils sont parfaitement hermétiques et permettent de réduire à zéro les pertes lors de la conservation du maïs ou des haricots. Ainsi, ces aliments de base des familles rurales peuvent être conservés durablement, que ce soit pour un usage personnel ou pour la vente. La réduction de déperdition du grain pour les 2,35 millions d'habitants ruraux qui bénéficient du programme Postcosecha est estimée à 50'000 tonnes, ce qui correspond à un gain de 12 millions de USD. Pour ces paysans, le silo fonctionne comme une banque : ils ne sont plus obligés de vendre le grain au moment de la récolte, lorsque son cours est au plus bas. De plus, les cylindres sont fabriqués sur place, ce qui crée de l'emploi. Question hygiène, fini les rats et souris qui se servent dans les sacs posés à même le sol, de même que les problèmes de moisissure. Si le nombre de silos dans la zone s'élevait à 283'000 en 2000, il se situe désormais aux alentours des 500'000 unités, avec une croissance annuelle d'environ 11%.<sup>3</sup>



<sup>2</sup> Asia Brief, *Du chou pour tous en RPD Corée: Résultats du partenariat, DDC, 2007.*

<sup>3</sup> Latin Brief, *Zentralamerika : mit Silos die Armut bekämpfen und Arbeitsplätze schaffen, DEZA, 2008.*



2

ACHIEVE UNIVERSAL  
PRIMARY EDUCATION

## 2<sup>ème</sup> objectif du millénaire : assurer l'éducation primaire pour tous

### Impact sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations au Burkina Faso : l'alphabétisation et l'éducation non formelle

L'Afrique de l'Ouest affiche le taux d'analphabétisme le plus élevé au monde. Ce qui entrave fortement le développement : les citoyens sont souvent incapables d'exercer leurs droits, d'accéder à l'information, de moderniser l'agriculture, de protéger leur santé ou encore de participer aux prises de décisions politiques les concernant. Depuis 2002, la DDC appuie le Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle (FONAENF) au Burkina Faso. Le terme « non formelle » intègre toutes les activités d'éducation et de formation dans un cadre non scolaire, pour jeunes et adultes qui n'ont pas été scolarisés. En six campagnes, l'appui du FONAENF a permis à plus de 433'000 personnes d'être déclarées alphabétisées, dont près de 57% de femmes. D'année en année, la mobilisation pour participer aux campagnes de formation augmente : entre 2002–2003 et 2007–2008, les requêtes auprès des opérateurs et opératrices sont passées de 197 à 656, soit une augmentation de 232%. Le nombre d'inscrits dans les centres d'alphabétisation, tous niveaux confondus, a été multiplié par sept en six ans, passant de 41'578 personnes en 2002 à 311'696 en 2008. Au niveau national, le taux d'alphabétisation est passé de 22,2% (dont 14,6% de femmes) en 1997 à 30% (dont 20% de femmes) en 2006.<sup>4</sup>



4 Les impacts de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations au Burkina Faso, Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle, 2008.

### Structures durables pour l'éducation primaire en Angola

Entre 1996 et 2002, la DDC a appuyé la construction ou la réhabilitation de 30 écoles dans la province de Huambo en Angola. Il s'agissait en premier lieu d'améliorer les conditions sociales des personnes déplacées à l'intérieur du pays durant la guerre civile (1974–2002). Réalisées dans un contexte d'aide humanitaire d'urgence, ces écoles ont été reprises par le gouvernement et sont toujours utilisées aujourd'hui, a démontré une évaluation menée en 2007. Dans les camps semi-provisoires autour de Huambo et Caila, une population de 80'000 personnes, composée de locaux et de personnes déplacées à l'intérieur du pays, a bénéficié de ces écoles (approximativement 40'000–50'000 enfants).<sup>5</sup>



5 Evaluation of SDC Humanitarian Aid in Angola 1995–2006, SDC, 2008.

### Alphabétisation au Burkina Faso

Grâce au Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle au Burkina Faso, le budget de l'Etat alloué à l'éducation non formelle a été multiplié par 10, passant de moins de 1% du budget à 10,6%. En outre, le fonds a entraîné la création de plus de 30'000 emplois temporaires, notamment en milieu rural.



### 3<sup>ème</sup> objectif du millénaire : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

#### Davantage d'égalité

La DDC considère le genre comme un thème transversal. C'est pour cela qu'elle l'intègre de manière cohérente dans l'ensemble de ses programmes de développement. La suppression des inégalités est non seulement un objectif mais aussi une condition du développement.

#### Impact sur l'égalité des genres : intervention au Bangladesh pour la production de revenus et la diminution de la pauvreté en zone rurale

Au Bangladesh, la DDC soutient un programme destiné à réduire de manière substantielle la pauvreté, par le biais d'un usage durable des ressources locales. Elle le fait avec une stratégie transversale sur les questions de genre, qui analyse les inégalités existantes entre hommes et femmes et encourage ces dernières à entreprendre des activités rémunératrices. Dans les zones concernées, l'influence du programme sur l'égalité des sexes est indéniable : 63% des femmes ont amélioré leur statut au niveau de la famille et 30% au niveau de la communauté. De plus, 93% des groupes ont adopté au moins un type d'initiative pour

réduire la discrimination de genre quant à la dot, les mariages forcés, etc. D'une manière générale, le programme a permis d'impliquer de nombreuses femmes dans l'économie et de leur fournir un revenu. C'est le cas de 86% des femmes qui viennent d'un ménage extrêmement pauvre et de 79% des femmes issues de familles pauvres. Il reste toutefois un important défi à relever : alors que leur participation à l'économie augmente, les femmes continuent à n'avoir qu'un contrôle limité sur leur revenu (de 4 à 18%).<sup>6</sup>

<sup>6</sup> *Power and Poverty. Reducing gender inequality by ways of rural employment ?*, Annemarie Sancar, SDC and Sabin Bieri, Univ. of Bern (Gender Rural Employment, 2009). Le programme en question s'appelle: Livelihood, Empowerment and Agroforestry (moyens d'existence, autonomisation et agroforesterie).





## 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> objectifs du millénaire : réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle

### Impact sur la santé : recul de la mortalité maternelle et infantile au Rwanda

Grâce aux programmes de santé appuyés par la DDC dans la zone des Grands Lacs, en Afrique, la qualité des soins s'est nettement améliorée. Des indicateurs-clés ont mis ces progrès en lumière, notamment au Rwanda, où le taux de mortalité maternelle, bien qu'élevé en comparaison internationale, s'est inscrit à la baisse ces huit dernières années : pour 100'000 naissances vivantes, les décès sont passés de 1071 en 2000 à 750 en 2008. Le taux de mortalité infantile a également baissé de 30% en 2 ans. Quant au taux d'accouchements assistés, il est passé de 16% en 2005 à 48% l'an dernier.<sup>7</sup>

7 Programme annuel 2009 Grands Lacs, DDC.

### Impact sur la santé : améliorations des soins de santé primaires en Moldavie

La Moldavie est le pays le plus pauvre d'Europe : 20% de la population y vit avec moins de 2 USD par jour. Depuis 2003, la DDC est active sur le front de l'assistance périnatale, dans le cadre d'un programme de réforme lancé par le gouvernement. L'enjeu est de moderniser le secteur en améliorant les aptitudes et en modernisant l'équipement technique. Alors qu'une première réforme lancée en 1997 avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé avait fait passer la mortalité des nouveaux-nés de 9,3 à 7,5 décès pour mille naissances vivantes, la seconde réforme a permis une nouvelle baisse à 5,1 pour mille en 2007 – des progrès atteints, il faut le souligner, grâce à l'important engagement des autorités sanitaires moldaves. La DDC s'est principalement impliquée dans deux domaines : celui des soins cliniques aux nouveaux-nés, avec la mise en place de techniques de ventilation moins agressives, un meilleur suivi des prématurés et la prévention des infections nosocomiales contractées aux soins intensifs ; et dans l'amélioration des conditions de transport des bébés entre différents niveaux de soins (maternité, hôpital de district/hôpital national), de même que dans un effort de réduction de ces transports par une amélioration de la qualité de la gestion des soins dans les structures de base (maternités de districts).<sup>8</sup>



8 External review of the mother and child health projects supported by SDC in the Republic of Moldova, SDC, 2007 and Moldovan-Swiss Perinatology Project Phase I Final Report, SCIH, 2008.

### Assistance périnatale

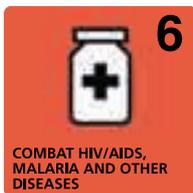
En Moldavie, le soutien de la DDC au programme gouvernemental d'assistance périnatale a permis de faire baisser la mortalité des nouveaux-nés de 7,5 à 5,1 décès pour mille naissances vivantes.

### Revenu pour les bergers

En Mongolie, grâce à des versements inconditionnels effectués entre 2002 et 2005, la DDC a permis à de nombreuses familles de bergers de réacquiescer un troupeau, alors que leur cheptel avait été victime d'hivers particulièrement rudes et de la sécheresse estivale. Ceci a non seulement évité à 7'600 familles une migration forcée, à la recherche d'un nouvel emploi, mais a de surcroît garanti une source de revenu fixe. 70% des montants versés ont été investis dans l'achat d'animaux, alors que le 30% restant a été utilisé pour assurer les besoins alimentaires de base, l'achat de médicaments et d'habillement, de même que les frais d'écolage.

Asia Brief, Bargeld für Hirten – Innovative Nothilfe in der Mongolei, DEZA, 2009.





## 6<sup>ème</sup> objectif du millénaire : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

### Programme primé

En 2008, le programme « Ecoles comme centres de soin et de soutien », soutenu par la DDC, a reçu le Global Best Award du Conference Board of Canada.

### Impact sur la santé: amélioration des conditions de vie des enfants en Afrique australe

Dans le sud du continent africain, la DDC soutient un programme régional d'«Ecoles comme centres de soin et de soutien». Développé par l'organisation Media in Education Trust Africa (MiETA), il est mené par les ministères de l'éducation d'Afrique du Sud, de Zambie et du Swaziland et devrait s'étendre à davantage de pays de la zone de la Communauté de développement d'Afrique australe, qui comprend 15 Etats et concerne quelque 200 millions d'habitants. Les objectifs du programme sont de réduire l'impact de la pauvreté, de la séropositivité et du sida sur les enfants et leurs communautés. Il s'agit de répondre aux besoins des orphelins et autres enfants vulnérables au sein des écoles en leur assurant l'accès à une éducation de qualité, l'accès aux soins, la sécurité alimentaire, une assistance psycho-sociale et une protection des abus. Pas moins de 14 ministres de l'éducation de la zone ont d'ores et déjà

décidé d'adopter ce programme régional, qui est appuyé par l'UNICEF, l'UNESCO et l'ambassade des Pays-bas. Il est une extension du même programme mené en Afrique du Sud entre 2000 et 2005. Dans la province de KwaZulu-Natal, en 2007, 5'556 subventions et bourses d'études ont ainsi pu être délivrées à des enfants issus de 750 écoles. Ceci a principalement été rendu possible par un soutien aux familles dans leurs démarches pour obtenir des cartes d'identité et des extraits de naissance – documents indispensables si l'on veut recevoir l'appui de l'État, mais aussi pour inscrire les enfants dans les écoles ou accéder aux soins de santé. Par ailleurs, le fait d'assurer aux écoliers un repas complet par jour a permis d'améliorer leur concentration, la qualité de leur participation et leur réussite scolaire. Au-delà des jardins potagers dans les écoles, dont le surplus est donné aux familles des enfants les plus pauvres, 4'356 parcelles dédiées à la culture maraîchère ont pu être attribuées aux familles des enfants les plus nécessiteux.

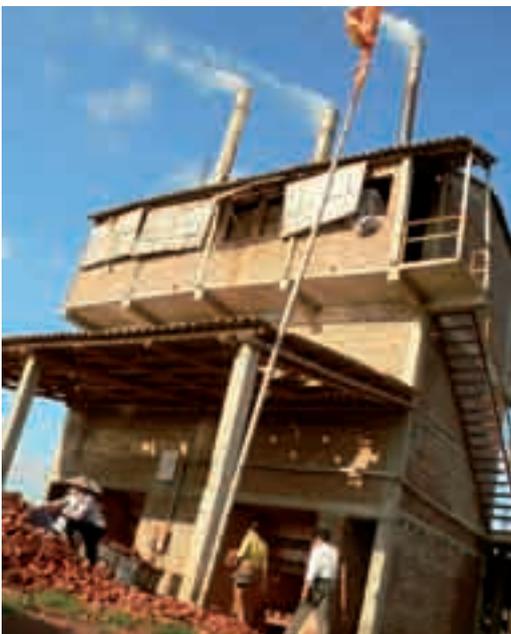




## 7<sup>ème</sup> objectif du millénaire : assurer un environnement durable

### Impact sur l'environnement : la fabrication de briques au Vietnam

Dans toute l'Asie, l'industrie des briques représente un secteur économique important, qui emploie surtout de la main-d'œuvre non qualifiée venant des campagnes. Les rejets toxiques des fours traditionnels mettent en péril la santé des travailleurs et polluent les productions agricoles voisines. Au Vietnam, au sud de Hanoi, la DDC s'est engagée dans un programme de fabrication de briques en terre cuite, en étroite collaboration avec les autorités de la province de Nam Dinh. Ce programme de la DDC a atteint non seulement des objectifs de performance en termes de qualité, de coûts ou de quantité de briques usinées, il a également signifié des effets positifs sur le plan environnemental. Ainsi, des fours équipés de cheminées verticales ont été construits. Aujourd'hui, les quelque 300 fours érigés ont permis de réduire de 150'000 tonnes les rejets annuels de CO<sub>2</sub>, soit l'équivalent de 75'000 vols long-courriers entre l'Europe et Hanoi. Par ailleurs, les besoins en argile ont diminué de 40%.<sup>9</sup>



9 Asia Brief, Partnership results ; Making the Vietnamese Brick Sector Sustainable, SDC, 2008.

### Impact sur la préservation de la biodiversité : programme ECOBONA dans les Andes

Dans les pays andins, la riche diversité biologique des forêts revêt une importance cruciale tant pour les écosystèmes agricoles qu'afin de lutter contre l'érosion et d'assurer la sécurité alimentaire de millions de familles paysannes. La pression démographique croissante ainsi que la surexploitation de ces forêts mettent en péril ces écosystèmes forestiers et agricoles, tout comme l'habitat naturel de la population et des animaux. Avec son programme ECOBONA, au Pérou, en Bolivie et en Equateur, la DDC fait un travail de sensibilisation auprès des autorités locales, dispense une formation en aménagement du territoire, soutien l'agriculture respectueuse de l'environnement et la mise en place de législations nationales en matière de ressources naturelles. Concrètement, dans la zone péruvienne de Piura, ECOBONA a par exemple encouragé la plantation de l'achira – une herbacée dont les racines servent à la fabrication de nombreux aliments. L'idée est d'agir sur les revenus de nombreuses familles, tout en les encourageant en échange à diminuer les activités qui nuisent à la forêt. Autre exemple, toujours au Pérou : grâce à ECOBONA, une cinquantaine de ménages de la région d'Apurimac a reçu un nouveau poêle, plus efficace que les modèles traditionnels : la consommation de bois par famille a diminué de 40% – trois kilos, contre cinq auparavant –, ce qui réduit la déforestation.<sup>10</sup>



10 Evaluation of SDC's Contributions towards Biodiversity : Impact in the Andean Region, SDC, 2009.

### Fours en expansion

En plus du Vietnam, le programme de fours à briques de la DDC concerne aussi l'Inde et le Népal. Dans ces trois pays, quelque 500 fours sont en activité, pour une production annuelle d'environ 1 milliard de briques. La maîtrise du savoir-faire technologique et des mesures sociales accompagnant la mise en place des fours – comme l'implantation de crèches sur les sites – permet à la DDC d'envisager d'étendre l'expérience à d'autres pays.

### Accès à l'eau

Les programmes de la DDC menés depuis 25 ans au Nicaragua ont permis à 285'000 personnes d'accéder à l'eau potable. Au Niger, ce sont quelque 700'000 habitants qui bénéficient d'un meilleur accès à cette ressource depuis le lancement des projets en 1978.

*Rapport sur Efficacité de la Coopération Suisse au Développement dans le Secteur de l'Eau, DDC & SECO, 2008.*



## 8<sup>ème</sup> objectif du millénaire : mettre en place un partenariat mondial pour le développement

### Impact sur les conditions de vie : création d'emplois pour les jeunes en Afrique du Sud

En 2001, la DDC, avec 8 grandes entreprises du Secteur privé suisse, a créé le fonds « Swiss-South African Co-operation Initiative » (SSACI). Ce partenariat public-privé pour le développement est financé à parts égales par les entreprises suisses et la DDC. Son but est de diminuer le chômage des jeunes défavorisés en Afrique du Sud. Pour y parvenir, SSACI appuie la formation professionnelle et la création de micro-entreprises, particulièrement pour les jeunes défavorisés. A ce jour,

500 entreprises déjà en place ont reçu des appuis, 358 nouvelles entreprises ont vu le jour, 3'223 jeunes ont obtenu un emploi après leur formation et 1'150 nouveaux emplois ont été créés. L'initiative se poursuit avec 12 entreprises suisses et un engagement de l'Etat Sud-Africain qui souhaite reproduire ce type de fonds au niveau de ses politiques nationales. La DDC envisage d'initier ce modèle de partenariat avec le secteur privé suisse dans d'autres pays.<sup>11</sup>

<sup>11</sup> Annual Report 2007/2008, Swiss-South African Co-operation Initiative, SSACI, 2009.



## Des impacts pas toujours positifs

Des facteurs externes peuvent influencer de manière inattendue les outcomes et l'impact d'une intervention de développement. Ainsi, au-delà de l'eau qu'il fournit, un nouveau puits peut aussi modifier les dynamiques au sein d'un village – et pas forcément de manière positive, notamment lorsqu'il crée des tensions à l'intérieur d'une communauté sur les droits d'accès à la ressource.

Autre exemple : les deux impacts inattendus qu'a eu le modèle d'« Ecoles comme centres de soins et de soutien », en Afrique australe (lire en page 12). Le premier est positif : la présence de ces nouvelles écoles, soutenues par des fonds sociaux et dotées de jardins communautaires, a impliqué une amélioration de la qualité de vie des familles concernées, en agissant sur la malnutrition et en réduisant la vulnérabilité des enfants et de leurs familles. En parallèle, par contre, le programme a aussi été victime de son succès : la forte augmentation des admissions dans certains établissements a impliqué des classes surchargées et un état de stress difficilement soutenable pour les enseignants.

On peut aussi citer le cas du programme suisse lancé en 1979 à Cabo Delgado, au Mozambique, qui avait pour ambition de garantir l'approvisionnement en eau potable et d'améliorer l'assainissement d'une province deux fois plus étendue que la Suisse (1,3 million d'habitants). Si la progression a été rapide, les résultats n'ont pas été durables : en 2002, seuls 58% des puits étaient encore en état, car de nombreux facteurs importants avaient été négligés dans ce projet, notamment le manque de pièces de rechange pour les installations, qui ont fait l'objet durant plusieurs années d'une interdiction d'importation, et l'insuffisante capacité d'organisation de la population. Depuis lors, la Suisse et les autorités mozambicaines ont réagi et réorienté le programme.

## Maîtriser la chaîne des résultats

Lors de la planification d'un projet/programme, la chaîne des résultats – activités, inputs, outputs, outcomes, impact – découle d'hypothèses qui ne peuvent pas être contrôlées à 100%. Il est important de les maîtriser le plus possible pour éviter les effets inattendus négatifs ou pour les limiter le plus rapidement possible lorsqu'ils surviennent. Pour cette raison, les agences de développement s'engagent à renforcer leurs mécanismes de suivi et d'évaluation des résultats.

## Evaluation

La DDC n'évalue pas directement les résultats des agences auxquelles elle verse des contributions globales, mais participe à des évaluations d'impact conjointes et observe de près les conclusions des organes d'évaluation de ces institutions.



## Soutien de la DDC à des programmes d'organisations internationales

Pour atteindre les Objectifs du millénaire, différentes modalités d'aide doivent être envisagées. Ainsi, au-delà de ses programmes bilatéraux, la DDC s'engage également dans des programmes coordonnés par des organisations internationales comme la Banque mondiale ou les Nations unies. Selon le contexte socio-politique, il est préférable de s'en tenir à une seule modalité, alors que dans d'autres cas les deux alternatives se complètent en parallèle.

### Collaborations avec le Fonds international de développement agricole

La DDC soutient le Fonds international de développement agricole (FIDA), organisation spéciale des Nations unies dont l'objectif est d'augmenter la production alimentaire dans les pays souffrant d'une insuffisance chronique en la matière. Voici quelques-uns de ses résultats :

En Inde, le « Rural Women's Development and Empowerment Project » a contribué à augmenter le revenu annuel des femmes de 60% en valeur absolue et à créer plus de 17'000 groupes d'entraide féminins, desquels 85% sont autonomes.

Au Bhoutan, la qualité de vie des bénéficiaires du « Second Eastern Zone Agricultural Programme » s'est nettement améliorée, grâce à une augmentation de rendement située entre 65 et 77%. En parallèle, la construction de routes pour l'agriculture a amélioré l'accès au marché et a permis une réduction de 90% des coûts de manipulation et de transport.

Enfin, dans le sud-ouest du Honduras, le « Rural Development Project » a dépassé ses objectifs, en finançant 3'500 microprojets, pour 11'811 paysans organisés en 503 groupes de producteurs et 226 comités de gestion communautaire dans 263 communautés. La production de grain a augmenté de 80%.<sup>12</sup>

<sup>12</sup> Report on IFAD's Development Effectiveness, IFAD, 2007, p. 7.

## L'exemple de la Banque mondiale

En 2007, la Banque mondiale analysait dans son « Examen annuel de l'efficacité du développement » les résultats de son activité et concluait, selon le Groupe indépendant d'évaluation, que 80% des projets avaient réussi de manière « au moins modérément satisfaisante à atteindre leurs objectifs de développement ». La Banque mondiale estimait que les résultats de ses projets depuis 2003 s'étaient « améliorés dans la plupart des secteurs » à l'exception « de ceux entrepris en matière de santé et de gestion du secteur public », qui ont enregistré une baisse de leurs résultats de développement sur la période de l'exercice 2003–2007 comparé à ceux des années 1998–2002. La Banque concluait ainsi sur la nécessité de « rehausser la qualité des systèmes de suivi et d'évaluation » et de « s'employer à mettre en place de bonnes informations de référence et à définir clairement le lien entre les résultats des projets et les réalisations visées ».

Examen annuel de l'efficacité du développement. Faire face aux enjeux de portée universelle, Banque mondiale, Independent Evaluation Group (IEG), 2008.

**L'efficacité de l'aide dépend d'une action collective, qui doit être coordonnée par plusieurs acteurs : les gouvernements des pays en voie de développement et les acteurs nationaux et internationaux de l'aide au développement. En tant que bailleur, la DDC peut influencer positivement les résultats, mais pas les contrôler directement.**



# Une responsabilité mutuelle pour un avenir meilleur

## Des résultats globalement positifs

En termes de pertinence et d'impact, la DDC atteint des résultats de développement globalement positifs. Il est important de continuer à s'engager au niveau de ces résultats, afin de savoir ce qui a été atteint sur le terrain et d'apprendre pour améliorer les programmes et les projets de développement.

Comme le reflètent les exemples ci-dessus, la DDC atteint des résultats de développement globalement positifs en termes de pertinence et d'impact. Les solutions qu'elle met sur pied ou qu'elle contribue à réaliser, de concert avec les pays ou régions concernés et divers partenaires nationaux et internationaux, visent différents objectifs parallèles. Ces derniers sont directement liés à l'objectif central des OMD qui est de réduire la pauvreté au sens large du terme.

Ainsi, favoriser l'accès à la santé et à l'éducation des enfants atteints du VIH/sida en Afrique australe renforce économiquement de nombreuses familles précaires. De même, au Vietnam, construire de nouveaux fours à briques, plus performants, permet non seulement de préserver la santé des travailleurs, mais aussi de protéger les cultures environnantes et de mettre sur pied des standards en matière d'égalité entre hommes et femmes. Alors qu'en Corée du Nord, la lutte intégrée contre certains insectes ravageurs améliore sensiblement le rendement de la production du chou, légume central dans l'alimentation et l'économie locale, sans pour autant porter atteinte à l'environnement. Plus proche de nous, en Moldavie, participer au combat contre la mortalité infantile signifie une amélioration sur le long terme de la qualité des structures de soins périnataux. Enfin, dans quatre pays d'Amérique centrale, la mise à disposition de petits silos pour le maïs et les haricots permet aux paysans locaux de mieux gérer leurs grains et favorise l'hygiène au domicile. Ceci démontre qu'un programme a des effets multiples au niveau économique, socioculturel et politique. Car pour réduire la pauvreté, différents paramètres doivent être pris en compte.

Toujours est-il que dans un contexte socio-économique et politique mondial extrêmement complexe, où une multitude de facteurs, parfois antinomiques, influent sur le développement des régions émergentes, il demeure important que les programmes de coopération continuent de viser des résultats réalistes et de mesurer leur efficacité. Pour tous les acteurs de la coopération au développement, la question de l'efficacité de l'aide demeure une gageure. Creuser 300 puits n'est jamais un but en soi : c'est l'amélioration des conditions de vie des populations environnantes qui importe. La DDC entend poursuivre son engagement de concert avec les autres acteurs, à tous les niveaux, afin d'améliorer encore les méthodologies de suivi et d'évaluation des résultats de développement. Pour ce faire, elle a également intégré dans les évaluations de ses interventions l'analyse de la chaîne des résultats, s'efforçant d'observer leur efficacité, leur pertinence et leur impact sur les groupes bénéficiaires.

C'est à ce prix que la coopération au développement et l'aide humanitaire seront mieux à même de donner aux Etats et aux individus les moyens de se construire un avenir meilleur.

## Impressum

Editeur :  
Direction du Développement et de la Coopération DDC  
Département Fédéral des Affaires Etrangères DFAE  
Berne, Août 2009

Auteur : Samuel Schellenberg  
Recherches documentaires : DDC et David Dandres  
Coordination : Section Contrôle de Gestion (DDC)  
Schéma page 7 : selon Hannes Herrmann  
Photos : Hynek Bures, Katrin Haunreiter, Thomas Jenatsch, Khuat Quang Hung, Mathias Rickli,  
Annemarie Sancar, Paul Peter (DDC)  
Manfred Grossrieder (CABiCH), Helene Maria Kyed (DiiS), International Potato Center (CIP),  
Media in Education Trust Africa (MiETA), Unidad Postcosecha (MAGA, Guatemala)

La publication est disponible en français (version originale) et allemand.

Des exemplaires supplémentaires peuvent être commandés à [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch) ou en appelant au 031 322 44 12. Une version numérique est disponible sur le site internet de la DDC : [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

Pour toute question en relation avec le contenu, s'adresser à : [sektion.controlling@deza.admin.ch](mailto:sektion.controlling@deza.admin.ch)

